

# UN MARCHÉ FINANCIER INORGANISÉ: L'USURE EN THAÏLANDE

Michel Lelart

Centre National de la Recherche Scientifique - Paris

---

## I. INTRODUCTION

Les banques sont apparues dans la plupart des pays en voie de développement bien avant le début de leur industrialisation, et bien avant que le monde prenne conscience du développement comme d'un processus distinct de la croissance. C'est que les premières banques ont été des banques occidentales et les banques nationales qui se sont ensuite créées l'ont été sur le même modèle. Cela n'a pas empêché les unes et les autres de croître très rapidement, bien qu'elles se soient concentrées dans les capitales et mises au service des secteurs les plus développés de l'économie nationale.

Les institutions financières, principalement caisses d'épargne et coopératives rurales, se sont constituées au contraire selon un modèle plus original, même si elles n'ont pas méconnu les expériences étrangères et les leçons qui pouvaient en être tirées. Elles ont cherché dès l'origine à répondre aux besoins de toute l'économie et à s'adapter aux comportements et aux habitudes de la population. Elles ont progressé, plus ou moins vite selon les pays, mais à peu près partout beaucoup moins vite que les banques. Et dans la mesure où le développement est bien plus un problème de financement d'investissements que de circulation de monnaie, un problème d'épargne plus que de moyen de paiement, on est bien obligé le plus souvent de parler d'échec.

C'est que ces institutions financières ont rencontré des résistances. L'adaptation des comportements est très limitée dès l'instant qu'il y a blocage. Et il y a blocage dans toutes les sociétés rurales où le cycle de la nature a engendré le crédit sous des formes rudimentaires qui se sont passées — et qui se passent encore — d'institutions. Ce blocage est particulièrement redoutable en Asie qui n'a pas cependant le monopole des sociétés rurales. L'Extrême-Orient a toujours été considéré comme le champ privilégié de l'usure qui, des Indes aux Philippines, a magnifiquement fleuri.

Et elle fleurit toujours. En Thaïlande, c'est là que nous l'étudierons, ce phénomène est impressionnant. Quelques chiffres suffisent à s'en rendre compte <sup>1</sup>:

- en moyenne pour tout le Royaume plus de 50% des paysans sont endettés. Cette proportion est nettement plus importante dans la région centrale.
- la dette de chaque famille rurale représentait en 1969 47% de son revenu et 52% dans la région du Nord en 1973. La dette totale représentait 96% de l'épargne des ménages en 1969.

---

1. Ces indications sont tirées de notre article « L'endettement du paysan et le crédit rural en Thaïlande », *Etudes Rurales*, janvier-mars 1975, pp. 7-31.

- 
- à peu près 50% de l'argent emprunté par les paysans sert aux besoins de consommation, principalement de consommation courante.
  - s'il arrive que dans certains villages 50% de ces crédits soient obtenus auprès des institutions spécialisées, le pourcentage est en moyenne de l'ordre de 10%. Le reste appartient à l'usure...

Il est certain que le recours au marché financier institutionnel croît lentement. Mais l'endettement des paysans progresse plus vite encore. Loin de se résorber avec l'amélioration du niveau de vie, la pratique de l'usure s'étend et, dans un pays engagé délibérément dans la voie du développement, ses effets se font de plus en plus sentir et sont de plus en plus mal tolérés. La persistance d'un marché financier inorganisé est un phénomène majeur de l'économie thaï contemporaine.

C'est ainsi qu'on appelle l'ensemble de ces opérations de crédit qui mettent face à face l'emprunteur et le prêteur, le paysan et l'usurier<sup>2</sup>. Nous n'allons pas ici en mesurer l'importance: les quelques pourcentages indiqués ci-dessus y suffisent. Nous préférons analyser ce phénomène en lui-même, en apposant ce marché inorganisé aux marchés institutionnels que nous connaissons. Nous nous situerons successivement:

- sur un plan technique: l'usure est la conséquence d'une préférence pour le crédit personnalisé, ce qu'il est indispensable de considérer pour comprendre sa raison d'être.
- sur un plan économique: l'usure se caractérise par un coût excessif du crédit, ce qu'il est nécessaire d'analyser pour bien saisir ce phénomène.
- sur un plan social: l'usure apparaît comme une forme d'exploitation, ce qui conduit à s'interroger sur ses conséquences.

## II. LA RAISON D'ÊTRE DE L'USURE: LA PRÉFÉRENCE POUR LE CRÉDIT PERSONNALISÉ

Le crédit institutionnel est organisé en ce sens qu'il est soumis à des règles précises, bien établies, qui sont les mêmes pour toutes les transactions et qui doivent être respectées. Cela tient à ce que le débiteur entre en relations avec une institution, dotée nécessairement d'un certain statut. Le crédit inorganisé n'est soumis à aucune

2. Le paternité de ce concept semble revenir à U TUN WAI, Interest rates outside the organized money market of underdeveloped countries, Fond Monétaire International, *Staff Papers*, 1957, pp. 80-142.

---

règle, ses modalités sont débattues chaque fois, et ses conditions peuvent n'être jamais les mêmes. Il n'est l'objet d'aucun contrôle. C'est que le débiteur entre en relation avec un créancier, il obtient de l'argent d'un prêteur personnel. Toute opération de crédit n'est pas seulement une relation entre le débiteur et le créancier, elle est une relation entre deux personnes.

### 1. La personnalité du créancier

Le paysan qui a besoin d'argent peut s'adresser à un grand nombre de prêteurs. Ces derniers sont habituellement :

- les parents, c'est-à-dire tous les membres de la famille, aussi bien les parents ou les frères que les cousins les plus éloignés.
- Les amis auxquels il faut ajouter les voisins. Ce sont parfois des voisins riches que le paysan remboursera en allant travailler sur leur terres.
- Les propriétaires auxquels les paysans louent leur terre. Ils sont souvent domiciliés à Bangkok, mais ils prêtent quelquefois à leurs fermiers.
- Les commerçants qui vendent dans le village tout ce qui est nécessaire à la culture : semences, engrais, outils... Il prêtent souvent de l'argent aux paysans qui s'engagent à leur acheter tout ce dont ils auront besoin. Ce sont presque toujours des chinois.
- Les marchands qui font le commerce du riz. Ils achètent souvent tout ou partie de la récolte sur pied en consentant aux fermiers des avances qui seront remboursées en nature. Ce sont aussi des chinois, souvent domiciliés dans les villes voisines, mais qui parcourent régulièrement les villages.
- Les usuriers avec lesquels les paysans ne sont pas en relations commerciales mais qui constituent en général le dernier recours. Ils sont souvent plusieurs dans chaque village. Ce sont généralement des chinois mais on rencontre de plus en plus de prêteurs d'origine thaï.

Malgré leur diversité, tous ces créanciers appartiennent à trois groupes bien distincts :

- *Les prêteurs ruraux* sont les parents, les amis et les voisins. Le crédit tient plutôt de l'entraide à caractère familial car le créancier sera peut-être à son tour emprunteur
-

quelques mois plus tard. L'opération repose sur un système social complexe de partage des risques au sein d'un groupe social limité<sup>3</sup>.

— Les prêteurs non professionnels sont les propriétaires, les commerçants et les marchands. Ils sont déjà en relations commerciales avec le paysan et leur créance va se greffer sur un achat, une vente, une location dont elle ne sera que l'accessoire.

— Les prêteurs professionnels sont les usuriers. Ils n'offrent toujours qu'un seul service et ne font qu'un seul type d'opérations: le crédit individuel. Ils sont dans une certaine mesure des prêteurs spécialisés.

Des enquêtes effectuées dans l'ensemble du pays par le Gouvernement ou sur initiative privée ont permis de mieux connaître l'importance respective des sources de crédits. Le pourcentage des paysans qui se sont adressés aux différentes catégories a été:

	1953	1963(a)	1963(b)	1971
Prêteurs ruraux	44,7 %	47,0 %	37,0 %	30,8 %
Prêteurs non profes.	18,2	28,0	29,0	31,1
Prêteurs professionnels	19,8	14,1	21,0	16,6
Autres	1,2	3,9	3,0	13,0
Marché inorganisé	83,9	93,0	90,0	85,5

(Source:

1953: Ministry of Agriculture, Thailand - *Economic Farm Survey*, Bangkok 1953, Tableau 47.

1963(a): P. Thysiamondol and alii, *Agricultural Credit in Thailand - theory, Data, Policy*, Bangkok 1965, page 37.

1963(b): U. Narkswadi, *Agricultural Credit in Thailand*, Bangkok 1963 (en thai), cité par Somsakdi Charoenvitha, *The need agricultural credit in Thailand*, Bangkok Bank, *Monthly Review*, janvier 1965, pp. 11-21.

1971: National Statistical Office, *Final Report Crop Cutting Survey 1971*, Bangkok 1974, page 25<sup>4</sup>).

On peut s'étonner de la diversité de ces résultats entre lesquels il est difficile de discerner une quelconque évolution. Il faut dire que les enquêtes recourent bien des difficultés.

D'une part, le classement des prêteurs entre les trois catégories que nous avons retenues n'est pas chose aisée. Lorsqu'un propriétaire prête de l'argent à un paysan

3. M. Long, Interest rates and the structure of agricultural credit markets, *Oxford Economic Papers*, 1968, pp. 275-288. Nous parlons dans ce cas de prêteurs ruraux parce que, à la campagne, les parents, les voisins, les amis, pratiquement tout le monde est paysan.

4. Le Survey de 1953 donne les résultats en pourcentage de l'ensemble des paysans. Nous avons divisé ces ratios par le pourcentage de la population endettée pour ramener ces pourcentages aux seuls paysans endettés. Les chiffres de 1963(b) et 1971 ne concernent que les fermiers cultivant le riz.

qui n'est pas son fermier, il devient un prêteur professionnel. Le commerçant chinois installé dans le village qui prête à ses clients est aussi souvent l'usurier qui prête à n'importe qui, il est parfois le propriétaire qui prête à son fermier. Et que dire des cas où le paysan emprunte à toutes les sources possibles et s'adresse simultanément à plusieurs prêteurs?

D'autre part, les résultats dépendent beaucoup de la date de l'enquête: les paysans s'adressent aux marchands dans les mois qui précèdent la récolte et à leurs proches dans les mois qui la suivent. Ils dépendent aussi du champ de l'enquête car le recours aux différentes catégories de prêteurs varie fortement entre les régions, entre les districts, entre les villages...et entre les familles. Les résultats de telles enquêtes sont nécessairement tributaires de la composition de l'échantillon <sup>5</sup>.

Cependant, les informations d'origine très diverse dont on dispose à l'appui de ces enquêtes permettent de préciser l'importance respective des différentes catégories de prêteurs.

En règle générale, les prêteurs ruraux sont les plus importants: on comprend que les paysans s'adressent en priorité à leurs proches. On trouve ensuite les prêteurs non professionnels avec qui les paysans sont déjà en relations « d'affaires ». On trouve enfin les prêteurs professionnels: c'est à tort que bien souvent on leur attribue le plus d'importance. Disons, en schématisant, que ces trois catégories de prêteurs accordent respectivement 40,25 et 15% du nombre des crédits.

Il est plus intéressant de considérer la part de chacun dans le volume des crédits accordés. Les statistiques disponibles sont plus limitées mais elles concourent à relever la part des usuriers <sup>6</sup>. Cela veut dire que le paysan obtient du prêteur du village plus d'argent que de son propriétaire ou de ses voisins. Au total, les crédits accordés par les usuriers aux paysans sont loin d'être marginaux. Ils dépassent certainement, et de beaucoup, les crédits institutionnels <sup>7</sup>.

5. Ces différences apparaissent nettement au niveau des régions. Selon l'enquête de 1953, c'est dans le Nord-Est que les prêteurs non professionnels sont les moins importants et les prêteurs ruraux les plus importants (10 et 70%). Selon l'enquête de 1963, c'est dans la région du Nord (9 et 69%). Selon l'enquête de 1971, c'est au Sud (11 et 57%).

6. L'enquête de P. Thysiamondol a relevé la part des prêteurs dans le nombre des crédits et dans leur volume. Dans le Centre, les usuriers ont accordé 8% du nombre des prêts mais 14,3% de leur montant. Dans le Nord-Est, ces pourcentages sont respectivement de 3,3, et 7,5%. *Agricultural Credit in Thailand - Theory, Data, Policy*, Bangkok 1965, page 37.

7. Udhis Narkswasdi a trouvé 31% dans la Plaine centrale en 1957. *Agricultural Credit Systems in certain countries*, Bangkok 1963, page 49.



Les prêteurs professionnels et non professionnels sont plus importants dans le Centre, les prêteurs ruraux ont la première place dans les trois autres régions. Cela tient à ce que la plaine centrale étant le grenier à riz de la Thaïlande, est aussi le royaume des marchands qui commercialisent sa production et assurent son exportation par Bangkok. Les relations familiales sont au contraire restées plus étroites dans les régions moins développées et plus éloignées de la capitale<sup>8</sup>.

L'existence de tous ces prêteurs individuels est la première caractéristique du marché inorganisé sur lequel sévit l'usure. Si les paysans préfèrent s'adresser à un créancier qu'ils connaissent, c'est parce qu'ils souhaitent obtenir un crédit à des conditions ou selon des modalités qui leur paraissent préférables, parce qu'elles sont plus souples, parce qu'elles peuvent être adaptées à leur cas...parce qu'elles sont elles aussi, « personnalisées ».

## 2. Les modalités du crédit

Le paysan en difficultés s'adresse d'abord à sa famille, à ses amis, à ses voisins. C'est la communauté dans laquelle il s'insère dans sa vie quotidienne. On sait à quel point la vie a conservé ce caractère communautaire dans les pays encore peu industrialisés, surtout peut-être dans ces pays d'Asie où les relations sociales ont toujours eu tant d'importance. Il est normal que les paysans empruntent d'abord à la communauté. Cela se fait quotidiennement, sans difficultés aucunes. La seule limite est l'argent disponible en face des besoins additionnés. Elle est souvent atteinte.

Le paysan se tourne alors naturellement vers les personnes plus aisées avec lesquelles il est déjà en relations: son propriétaire, le commerçant où il s'approvisionne régulièrement, le marchand à qui il vend sa récolte. Le crédit est accessoire à une opération commerciale. Il peut prendre diverses formes:

- le paysan emprunte du riz, il rendra du riz au moment de la moisson. Ce crédit qui n'est qu'un troc dans le temps est extrêmement répandu. C'est le « rice baiting ».
- le paysan emprunte de l'argent, il rendra du riz. Cela revient à vendre la récolte sur pieds, avant la moisson.

8. La première enquête réalisée en 1931 par Zimmerman avait constaté une prépondérance des marchands de riz dans le Nord, des parents et des voisins dans le Nord-Est et le Sud. Cfr. P. Fistic, *Sous-développement et utopie au Siam - Le programme de réformes présenté en 1933 par Pridi Phanomyong*, Paris 1969, page 23. Les enquêtes effectuées depuis conduisent à penser que la situation dans ces provinces a évolué.

---

— le paysan emprunte du riz ou d'autres biens de consommation, il rendra en argent. Il s'agit alors simplement d'un achat à crédit.

Mais dans tous les cas le caractère personnel est prédominant. Souvent le prêteur aide le paysan de ses conseils ou lui rend tel ou tel service: il lui rapporte des produits de la ville, il lui propose un meilleur engrais. Toujours les modalités du crédit sont débattues entre deux personnes qui se connaissent...à vrai dire, elles sont imposées par le créancier au débiteur.

Quand le paysan veut de l'argent et qu'il veut rendre de l'argent, ou plutôt quand il ne peut rien obtenir, ni de ses relations familiales, ni de ses relations d'affaires, il s'adresse à l'usurier. Il pourra emprunter sans difficultés car une fois encore le crédit est personnalisé. Habituellement, le prêteur est sur place, dans le village. Tous les paysans le connaissent bien et peuvent le rencontrer très facilement. Ils obtiennent le crédit souhaité sans délai, sans qu'ils aient à accomplir de formalités complexes auxquelles ils ne comprendraient rien. Ils n'ont pas la sensation de changer leurs habitudes, de courir on ne sait quel risque. Emprunter de l'argent est une opération aussi facile qu'acheter ou vendre du riz. Et ils peuvent emprunter pour acheter tout ce dont ils ont besoin: des outils, des engrais, du riz pour la consommation quotidienne, également pour payer les frais d'un mariage, pour faire un cadeau au temple ou pour participer à une loterie...

En s'adressant au prêteur du village, le paysan peut aussi emprunter à des conditions plus intéressantes pour lui. La durée du crédit n'est jamais impérative et le prêt est automatiquement reconduit, aussi souvent et aussi longtemps que nécessaire, sans que son échéance soit une contrainte pour le débiteur. Les garanties ne sont jamais très rigoureuses. Parfois le paysan ne peut en offrir. Parfois il demande la signature d'un parent ou d'un voisin. Le plus souvent il hypothèque sa terre, mais c'est là un bien grand mot: il y a seulement remise d'un titre de propriété qui n'est souvent que temporaire ou qui ne donne qu'un droit d'exploitation et qu'aucune banque n'accepterait<sup>9</sup>. Cela se fait sans estimation préalable, sans enregistrement, sans publication<sup>10</sup>...mais cela suffira, nous le dirons, à faire perdre au paysan sa terre, un jour ou l'autre.

9. L. Perger, *Northeast Thailand economic development study*, Recommended development budget and foreign assistance projects 1972-76, Bangkok 1972, volume 11, pp. V - 151-153.

10. Selon A. Rozental, de telles formalités déplairaient aux fermiers parce qu'elles ne respecteraient pas leur dignité ni leur standing au sein de la communauté. *Financing of rural households in Thailand*, Bangkok 1966, page 60.

L'intérêt varie naturellement en fonction du prêteur. Il varie aussi selon que le paysan emprunte en nature ou en argent. En cela encore, le crédit est personnalisé, son coût dépend davantage des personnes qui se trouvent en présence que de la transaction elle-même: le montant du prêt, sa durée, la garantie offerte ont peu d'incidence sur le taux d'intérêt<sup>11</sup>. Le taux varie aussi considérablement selon les régions, selon les districts, selon les villages... Cela tient à ce que les risques d'une mauvaise récolte sont plus grands là où le climat est plus instable et le sol plus pauvre. Cela tient surtout à ce que les capitaux ne circulent pas<sup>12</sup>. Toute opération de crédit là où elle est conclue met en présence, derrière les sommes ou les quantités en cause, deux personnes dont la situation est complémentaire.

En ce sens, on peut se demander si ce marché que nous avons qualifié d'inorganisé n'est pas en fait un marché organisé, organisé non pas autour d'une relation objective entre une offre et une demande de capitaux, mais autour d'une relation personnelle entre le débiteur et le créancier. Ce n'est pas un marché de capitaux, impersonnel et objectif, où les parties respectent les conditions d'une opération sans cesse renouvelée. C'est un marché de prêteurs, personnel et subjectif, où les débiteurs incapables d'accepter des règles qui sortiraient de leurs habitudes restent fidèles à des pratiques ancestrales...et paient pour emprunter des taux exorbitants.

### III. LA CARACTÉRISTIQUE DE L'USURE: LE COÛT EXCESSIF DU CRÉDIT

Le taux d'intérêt payé par le paysan dépend d'abord du prêteur auquel il s'adresse. Les parents et les voisins demandent naturellement les taux les plus bas. Mais les enquêtes que nous avons utilisées ne permettent pas de constater une quelconque hiérarchie dans les taux pratiqués par les autres prêteurs<sup>13</sup>.

11. M. Long, Interest rates...art. cit..

12. On peut s'étonner de ce que l'implantation des banques dans l'ensemble du pays n'ait pas facilité l'égalisation des taux d'intérêt.

13. Une enquête effectuée en 1963 auprès des familles cultivant le maïs a fait apparaître des taux assez différents: 28% pour la famille; 47% pour les voisins, 52% pour le marchands et 89% pour le usuriers. Cf. Somsakdi Charoenvitha, The need agricultural credit in Thailand, Bangkok Bank, *Monthly Review*, janvier 1965, pp. 11-21.



	1953	1963(a)	1963(b)
Parents			
Voisins	18,3 %	21,6 %	22,0 %
Propriétaires	44,7	48,0	40,0
Commerçants	28,2	42,0	
Marchands	25,6	34,8	44,0
Usuriers	30,9	39,6	37,0

(Sources: Cf. Tableau précédent, *supra* page 6)

Le taux d'intérêt payé par le paysan dépend aussi de la région considérée. L'écart est très sensible entre les régions mais il est très inégal selon les enquêtes. Il semble seulement que les taux ont augmenté dans la région du Nord et que le Centre n'a pas — ou n'a plus — le « privilège » qu'on lui attribue souvent des taux d'intérêt les plus élevés.

	1953	1963	1971	1972-73
Centre	17,7 %	26,4 %	22,5 %	
Nord	9,8	39,6	28,3	58,9 %
Nord-Est	23,1	32,4	41,0	22,0
Sud	7,7	18,0	18,3	

Sources:

1953-1963-1971: Cf. Tableau page 6.

1972-73: P. Thysiamondol and al., *Agricultural Credit in the Northeast Thailand* (1972), Bangkok 1973, et *Agricultural Credit in the Northern Thailand* (1973), Bangkok 1974 - en thai)

Si les taux varient à ce point d'une enquête à l'autre, c'est qu'ils sont toujours des taux moyens, et qu'il sont étroitement tributaires de la composition de l'échantillon utilisé comme de l'endettement des paysans interrogés. Les modalités de cet endettement peuvent varier à l'infini. Un taux moyen ne peut pas rendre compte des situations particulières et sa signification est très limitée. Quelques exemples vont nous permettre d'en prendre conscience.

Dans son enquête de 1972 dans le Nord-Est, p. Thysiamondol a mesuré un taux moyen de 22%. En fait les taux vont de 13,9 dans le Changwat (département) de Ubol à 38,4% dans celui de Bdon. Ils vont de 13,8% pour les prêts supérieurs à 10.000 bahts <sup>14</sup> à 76,4% pour les prêts inférieurs à 50 bahts <sup>15</sup>.

14. Un dollar vaut actuellement 23 bahts. Un baht vaut donc à peu près 25 centimes.

15. P. Thysiamondol and alii, *Agricultural credit in the Northeast Thailand*, op. cit., pp. 32 et 34.

Une enquête effectuée en 1965 dans la même région a permis de mesurer un taux moyen de 37,9%. En fait, sur 170 familles endettées, 71 ne payaient pas d'intérêt (aux parents), 22 payaient de 1 à 12% (aux institutions), 14 payaient de 73 à 120%, 15 de 121 à 300%... et 5 plus de 300%<sup>16</sup>.

Une enquête a été effectuée en 1972-73 auprès de 90 familles dans le Changwat de Chainat, au nord de la Plaine centrale, sous l'égide de la F.A.O. 30% des familles qui empruntaient à leurs parents payaient moins de 12% d'intérêt; 69% des familles qui empruntaient à des voisins payaient de 24 à 36% d'intérêt, et 96% des familles qui s'adressaient aux « prêteurs commerciaux », payaient de 36 à 48% d'intérêt<sup>17</sup>. Cette dernière catégorie de prêteurs comprend notamment les marchands et les usuriers.

Une enquête a été effectuée en 1960-61 auprès de 210 familles ayant bénéficié de terres distribuées par le Welfare Department. 161 familles qui avaient emprunté et devaient rembourser en nature payaient un taux moyen de 62,1%. Mais en fait le taux allait de 17,35% (12 mois) à 173% (1 mois). 33 familles qui avaient emprunté en nature et devaient rembourser en argent payaient un taux moyen de 105%. Mais en fait le taux variait de 12,5% (12 mois) à 267% (1 mois)<sup>18</sup>.

Mais ces taux sont encore des moyennes: Le taux de 173% est un taux moyen pour 4 familles. Le taux de 267% également. En réalité, il s'agit peut-être chaque fois de 4 taux très étalés autour de cette moyenne. En d'autres termes, le marché inorganisé se caractérise également par un très grand écart entre les taux d'intérêt...et par des taux qui peuvent être très importants<sup>19</sup>. Il faut donc s'abstenir de calculer des moyennes et analyser les réponses individuelles aux enquêtes ou tenir compte des cas particuliers que l'on peut rencontrer. Il n'est pas pour autant facile d'interpréter le coût du crédit en

<sup>16</sup> Les taux moyens étaient de 15,6% pour les parents et amis, de 79% pour « les marchands locaux » et de 129,7% pour les « autres marchands ». Cf. C.W. Peters, « Agriculture credit and marketing in Northeast Thailand, U.S.O.M., Bangkok, août 1966.

<sup>17</sup> T. Oncham, *Agricultural Credit in Chainat Province of Thailand - A Case Study*, F.A.O., Working Paper n. 11, Rome, 1973, page 24.

<sup>18</sup> Et seize familles qui avaient emprunté et devaient rembourser en nature payaient un taux moyen de 187%. Mais nous n'avons pu retrouver les limites extrêmes de ce taux. Ministry of Agriculture, *Preliminary Report on farm study in Pra-Buddha Bart self-help hand settlement - Crop year 1960-61*, Bangkok 1961, page 20.

<sup>19</sup> Une enquête effectuée plus récemment dans le Nord-Est établit que les « money lenders » demandent 7 à 12% d'intérêt par mois et 60 à 85% par an au moins. Il n'est pas possible de savoir si les taux sont plus élevés que ceux indiqués ci-dessus parce que l'enquête est plus récente...H.V. Luther, *Peasants and State in contemporary Thailand*, 1978, page 79.

fonction de nos propres critères. A la première conférence organisée à Bangkok en 1962 par l'Agricultural Economics Society of Thailand, on a beaucoup discuté à propos d'un taux de 738% qui avait été donné en exemple<sup>20</sup>. La mesure du taux réel d'intérêt et sa signification pour les deux parties soulèvent en effet bien des difficultés.

### 1. La mesure du taux réel d'intérêt

Le plus souvent le paysan emprunte ou — et — rembourse en nature. Pour un sac de riz emprunté, il devra rendre 1 sac et demi, deux sacs, quelquefois trois sacs voire même trois et demi, au moment de la moisson, quelques mois plus tard. Ce sont là les termes le plus souvent rencontrés. Si le paysan a emprunté 100 bahts, il devra rendre selon le cas entre 170 et 400 kgs de riz dont le prix moyen est de l'ordre de 0,8 à 1 baht le kilog<sup>21</sup>. Le rapport entre la valeur prêtée et la valeur rendue est à peu près la même: de une fois et demie à trois fois et demie. C'est le double de ce qui a été prêté qui est le plus souvent rendu<sup>22</sup>.

La mesure du taux d'intérêt correspondant rencontre une difficulté liée à la valeur du riz utilisé dans l'opération.

D'une part, la valeur du riz qui sera donné en remboursement n'est pas connue tant que la récolte est sur pieds. Sa qualité ne peut être déterminée exactement et son prix dépend de la quantité qui sera recueillie, laquelle est tributaire jusqu'au dernier moment des conditions atmosphériques. Il y a là un risque supplémentaire pour le prêteur.

D'autre part, la valeur du riz varie entre le jour du prêt et le jour du remboursement. Le riz plus cher dans les mois qui précèdent la récolte, lorsqu'il est très demandé. Il est moins cher au moment de la récolte quand il est abondant.

20. W.O. Maddock, *Credit as a tool in agricultural development, Proceedings of the First Conference on agricultural Economics*, Bangkok 1962, pp. 195-211.

21. Udhis Narkswasdi tient le remboursement de 170 à 250 kgs de riz pour 100 bahts comme le règle générale. Mais les taux effectifs peuvent être dans certains cas de 40 tzngs pour 100 bahts, c'est-à-dire 400 kgs. L'auteur écrit en 1963, alors que le riz à la production valait 0,9 baht le kilog. *Agricultural credit systems*, op. cit., pp. 32 et 39-40.

22. Deux type d'opérations sont encore souvent réalisées: le Tog Zhao consiste à rembourser 2 sacs de riz pour un sac emprunté au moment de la saison sans monnaie; le Tog Raeng consiste à emprunter 10 à 15 bahts contre la promesse de céder la récolte d'un ra de riz qui normalement produit un revenu de 25 à 30 bahts. Cfr. K.O. Janlekha, *A study of the economy of a rice growing village in central Thailand*, Bangkok 1955, page 177.

Dans ces conditions on ne peut se contenter de rapprocher ce qui est remboursé de ce qui a été prêté <sup>23</sup>.

Mais la principale difficulté tient à la durée. Tout intérêt est forcément rapporté à l'année civile. Or la plupart des crédits sollicités par les paysans sont à rembourser dans quelques mois. Théoriquement, il conviendrait de rapporter l'intérêt prévu à toute l'année. 2 sacs rendus pour 1 sac de riz 2 mois plus tard représentent un taux de 100% pour 2 mois donc 600% par an. Mais on peut se demander si, pour le prêteur, les intérêts s'ajoutant au capital à chaque remboursement et pouvant être à leur tour prêtés, il ne conviendrait pas de calculer à intérêts composés. Dans l'exemple ci-dessus, l'intérêt s'établirait à 6.300% par an <sup>24</sup>.

Dans la réalité, un tel raisonnement ne peut se justifier. Le prêteur prête souvent au même moment, il ne peut tirer partie de son argent qu'une fois dans l'année. Le paysan a surtout besoin d'emprunter dans les mois qui précèdent la récolte. Il ne paie pas un intérêt pour emprunter du riz ou de l'argent pendant un certain temps. Il paie un intérêt pour pouvoir effectuer la « soudure » entre deux récoltes successives. Les douze mois de l'année ne sont pas les mêmes pour une famille qui a besoin de riz ou d'un peu d'argent. L'année s'apparente aux quelques mois durant lesquels il faut à tout prix « tenir » avant la moisson prochaine, jusqu'au moment où l'on pourra commencer à vendre la récolte.

Il est vrai que dans certains cas, l'intérêt est fonction de la durée du crédit. Mais il l'est toujours par rapport à la date de la récolte et jamais d'une façon proportionnelle. Le paysan rendra par exemple 2 fois ce qu'il a emprunté entre le mois de mars à mai (6 à 8 mois avant la récolte), 1 fois et demie ce qu'il a emprunté entre les mois de juin et octobre (moins de 6 mois). C'est une habitude observée dans le village de Bang Chan, à 30 km au Nord-Est de Bangkok <sup>25</sup>. Mais les pratiques varient à l'infini.

23. D'autant plus que les commerçants ajoutent souvent des conditions qui augmentent encore le coût du crédit mais qui empêchent de le calculer avec précision. Par exemple ils vendent plus cher certains articles dont les familles ont besoin, engrais, semences, ustensiles de toutes sortes. U. Tun Wai a analysé ces pratiques qui semblent très habituelles. A revisit to Interest Rates outside the organized money markets of underdeveloped countries, Banca Nazionale del Lavoro, *Quarterly Review*, septembre 1977, pp. 291-312.

24. Il serait infiniment plus élevé si le rapport initial était plus important et la durée plus courte. Nous avons rencontré dans la région de Chachoengsao, (à 100 km à l'est de Bangkok), le cas d'un prêt de 100 bahts remboursé 6 semaines plus tard par 14 mesures d'arachides valant 294 bahts: à l'intérêts composés, le taux atteint...656.000% sur une base annuelle.

25. K.O. Janlekha, *op. cit.*



Il est fréquent que le paysan ne rembourse pas — parce qu'il ne peut pas rembourser — au moment où il vend son riz. Le prêteur accepte de prolonger le crédit. L'usage paraît bien établi dans ce cas de calculer un taux d'intérêt de 5% par mois sur toute la somme due. Dans notre exemple où un remboursement du double était prévu deux mois plus tard, si le paysan ne rembourse pas il devra exactement 3 fois plus au bout d'une année<sup>26</sup>. Cela fait un taux de 200%, mais il est bien évident que ce taux dépend à la fois du rapport entre ce qui a été prêté et ce qui devait initialement être remboursé et du délai qui sépare la date de l'emprunt de la récolte suivante. En un mot, ramenés à l'année, tous les taux sont possibles.

Les taux moyens n'ont donc pas de signification. Il faut considérer les cas d'espèces et apprécier chaque fois le coût réel de l'opération. Quel que soit le mode de calcul utilisé, on peut parler d'usure, car le coût est toujours excessif, sans aucune commune mesure avec le coût du crédit sur les marchés organisés. Mais pour le débiteur et pour le créancier qui sont entrés en relations personnellement, le coût est-il vraiment excessif? Ne peut-il se justifier par rapport aux motivations des parties en présence?

## 2. L'analyse du coût réel du crédit

### (a) *L'exigence de rentabilité pour l'emprunteur*

Le paysan emprunte d'abord pour acheter des biens de première nécessité. C'est malheureusement le cas le plus fréquent, parce que le revenu des familles rurales est insuffisant par rapport à leurs besoins. L'endettement des paysans n'est liée à aucune motivation particulière. C'est un endettement de nécessité. Le paysan emprunte aussi pour produire, pour faire aux besoins de son exploitation: il doit se procurer des semences, des engrais, louer des buffles, acheter du matériel. Il emprunte même d'autant plus qu'il produit davantage et que son exploitation est importante<sup>27</sup>. L'endettement suppose cette fois un calcul, une recherche de rentabilité. Mais peut-on parler de rentabilité avec les taux que nous connaissons?

26. Si 100 bahts ont été prêtés, l'emprunteur doit rembourser 200 bahts deux mois plus tard. Pour chaque mois de retard l'intérêt s'élèvera à 10 bahts soit pour dix mois de retard 100 bahts. La somme totale due après 12 mois sera de 300 bahts, dont 200 bahts d'intérêt.

27. Cf. notre article: « L'endettement du paysan et le crédit rural en Thaïlande », *art. cit.*

On peut chercher à comprendre l'attitude du paysan à la lumière d'une analyse économique même très simplifiée. En Thaïlande, la plupart des fermiers possèdent leur terre et leur maison qui constituent le « capital fixe ». Ils empruntent pour disposer de « capital circulant » suffisant. Grâce à l'emprunt, ils peuvent cultiver leurs champs. Sans l'emprunt, ils ne pourraient que les louer. Le rendement supplémentaire que donne la culture par rapport à la location représente la rentabilité marginale du capital circulant dont tout ou partie est emprunté. Le paysan peut payer un intérêt maximum au rendement marginal du capital emprunté.

Le calcul est simple. Nous appellerons:

- p la productivité du capital (fixe et circulant) employé dans l'agriculture,
- l le loyer de son capital (fixe) que le paysan obtiendrait s'il ne cultivait pas lui-même,
- v le rapport du capital fixe au capital total utilisé,
- e le pourcentage du capital financé par l'emprunt.

Quand le paysan cultive sa terre, son revenu est égal à « p ». Quand il loue sa terre, son revenu est égal à « l ». L'emprunt lui procure un revenu supplémentaire de « p - l ». Sa rentabilité, calculée à la marge, est égale à  $p - lv/e$  <sup>28</sup>.

On ne connaît pas exactement la valeur de ces coefficients dans l'économie thaïe contemporaine. Mais nous pouvons supposer, sans grand risque d'erreur, que:

p = 10 % : c'est le taux retenu par exemple par U Tun Wai

l = 5 % : nous n'avons ici aucune indication précise. Mais ce taux paraît acceptable

v = 87,5 % : c'est le pourcentage que deux enquêtes ont retenu pour mesurer la part de la terre et de la maison dans le patrimoine de chaque famille rurale <sup>29</sup>

e = 8,67 % : c'est ce que représentait en moyenne ce que doit chaque paysan par rapport à ce qu'il possède aux termes de l'enquête gouvernementale de 1953 <sup>30</sup>

28. U. Tun Wai a proposé un calcul plus simple, sans distinguer le capital fixe et le capital circulant. Il obtient le même résultat dans le cas particulier où le capital emprunté est égal au « working capital » *art. cit.*, pp. 112-113.

29. Ministry of Agriculture, *Report on Economic Survey of rice farmers in Nakorn Pathom Province during 1955-1956 rice season*, Bangkok 1964, p. 32 et J.F. Long and alii, *Economic and social conditions among farmers in Changwat Khon Kaen*, Bangkok 1963, p. 68.

30. La dette moyenne de chaque famille était de 2.034 bahts et la valeur de son patrimoine 23,467 bahts. Ministry of Agriculture, *Thailand-Economic Farm Survey*, *op. cit.* Tableaux 48 et 113.

Dans ces conditions, le paysan a intérêt à emprunter pour produire tant que ce crédit ne lui coûte pas, en taux annuel, plus de 65%.

On peut, certes, critiquer la rigueur de notre raisonnement ou la valeur attribuée à tel ou tel coefficient. Il n'empêche que ce taux est très proche du taux minimum supporté par le paysan qui rend, au mieux, une fois et demie ce qu'il a emprunté, comme du taux de 5% par mois qui s'applique au-delà de la date prévue pour le remboursement. Ce sont là des taux minima. En fait, le coût est souvent plus élevé pour le paysan. Entraîne-t-il un profit correspondant pour le marchand ou pour l'usurier?

b) *Le risque d'insolvabilité pour le prêteur*

L'intérêt perçu par le prêteur ne constitue pas en totalité le revenu de son capital. Le risque est grand que le paysan ne puisse honorer sa dette. Il suffit d'une mauvaise récolte, d'une baisse des prix à la production...ou d'un endettement exagéré. Comme le paysan emprunte pour tout et n'importe quoi, comme le coût du crédit est excessif et qu'il emprunte parfois pour rembourser, le jour arrive, bien souvent, où il ne peut plus payer. La situation est d'autant plus fréquente que sur le marché inorganisé les relations sont personnelles et les modalités du crédit très souples.

On peut facilement mesurer ce que représente pour le prêteur le risque d'insolvabilité. Si « t » est le taux d'intérêt demandé, mesuré sous les réserves que nous avons examinées, si « n » est le pourcentage des débiteurs qui ne paient pas l'intérêt et « m » le pourcentage des débiteurs qui ne remboursent pas le capital, le taux réel d'intérêt est égal à  $t - tn - m$ . On peut ainsi déterminer à la fois le taux réel correspondant à un certain taux demandé, et quel taux le prêteur doit demander pour obtenir un certain taux effectif.

Les travaux de P. Thysiamondol ont permis de mesurer, en 1963, la proportion des paysans qui ne payaient pas l'intérêt et la proportion qui ne remboursaient pas le capital. Pour l'ensemble du Royaume, ces pourcentages s'élevaient respectivement à 18,1% et 43%<sup>31</sup>. Il est facile de mesurer que le remboursement au double de la somme prêtée représente en fait un taux réel de 39%. On constate également que:

- le crédit ne procure un intérêt au créancier que si le remboursement est supérieur à 1 fois et demie le capital (le taux mesuré doit être supérieur à 52,5%). Il est surprenant de retrouver là les conditions minimales consenties par le prêteur.

31. P. Thysiamondol and alii, *Agriculture credit in Thailand op. cit.*, pp. 24-25.

- 
- pour obtenir un rendement annuel de 7% correspondant à l'intérêt versé par les banques sur les dépôts à 12 mois, le créancier doit demander un intérêt égal à 61%. Il est encore surprenant de retrouver là le taux de 5% par mois qui est couramment pratiqué à partir de la récolte si le crédit n'est pas remboursé à ces moments-là<sup>32</sup>.

On pourra objecter que les pourcentages d'insolvabilité sont encore une fois des moyennes. Ils vont selon les régions de 4% ou Nord à 30% ou Sud pour le paiement de l'intérêt, de 22% ou Nord à 50% ou Centre pour le remboursement du capital<sup>33</sup>. Mais surtout, ces moyennes sont calculées par rapport à l'ensemble des crédits accordés, que les paysans aient emprunté aux marchands, aux usuriers, à leurs parents, voire aux banques ou aux coopératives. Il est certain que les fermiers sont davantage tenus de rembourser les institutions que les prêteurs individuels et qu'ils remboursent plus facilement leurs familles que le prêteur du village.

- pour obtenir un rendement annuel de 7% correspondant à l'intérêt versé par les banques sur les dépôts à 12 mois, le créancier doit demander un intérêt égal à 61%. Il est encore surprenant de retrouver là le taux de 5% par mois qui est couramment pratiqué à partir de la récolte si le crédit n'est pas remboursé à ces moments-là<sup>32</sup>.

On pourra objecter que les pourcentages d'insolvabilité sont encore une fois des moyennes. Ils vont selon les régions de 4% ou Nord à 30% ou Sud pour le paiement de l'intérêt, de 22% ou Nord à 50% ou Centre pour le remboursement du capital<sup>33</sup>. Mais surtout, ces moyennes sont calculées par rapport à l'ensemble des crédits accordés, que les paysans aient emprunté aux marchands, aux usuriers, à leurs parents, voire aux banques ou aux coopératives. Il est certain que les fermiers sont davantage tenus de rembourser les institutions que les prêteurs individuels et qu'ils remboursent plus facilement leurs familles que le prêteur du village.

---

32. On retrouve exactement la même conclusion chez M. Long qui pense qu'un taux inférieur à 60% par an peut se concilier avec les conditions de la concurrence et laisser un profit net satisfaisant (que l'auteur limite à 3%). *Interest rates...art. cit.*

33. Les chiffres pour le Nord-Est sont respectivement de 8,9 et de 36,6%. Dans son enquête de 1972 couvrant cette même région, l'auteur a mesuré des pourcentage de 30 et 31,9%. Pour que le crédit procure un intérêt au prêteur, le taux devait être de 39,1% en 1962, il doit être de 45,6% dix ans plus tard.

34. R.F. Emery, *The financial institutions of Southeast Asia - A country by country study*, New-York 1970, pp. 605-606.



---

#### IV. LES CONSÉQUENCES DE L'USURE: L'EXPLOITATION DU PAYSAN

Les taux d'intérêt excessifs demandés par les prêteurs individuels ne permettent pas aux paysans de rétablir, encore moins d'améliorer à long terme, leur situation. L'usure détériore à peu près systématiquement la condition des familles rurales. Cela se fait à la fois brutalement et rapidement: brutalement par les conditions imposées au paysan au moment où il sollicite un crédit, rapidement par l'accumulation de la dette dès que le paysan a emprunté.

##### 1. L'exploitation du paysan par les conditions du crédit

###### a) *La domination par le prêteur: l'organisation de la rareté*

Si plus de 50% des paysans empruntent aux prêteurs individuels, un bien plus grand nombre encore voudrait emprunter. Cela se comprend fort bien puisque le paysan s'endette à la fois pour consommer et pour produire. Dans un cas comme dans l'autre, le crédit tient pour lui de la nécessité: nécessité de subvenir dans l'immédiat aux besoins de sa famille, nécessité de produire mieux et plus pour améliorer peu à peu son revenu et procurer aux siens un meilleur niveau de vie. Il semble que 70 à 80% des familles rurales aient besoin d'emprunter davantage<sup>35</sup>.

En face de cette demande de crédits presque illimitée, l'offre de crédits est limitée. Il n'y a au village qu'un ou deux usuriers, un ou deux commerçants. Un seul marchand de riz vient dans la région. De plus, c'est presque toujours dans les mois qui précèdent la récolte que le besoin d'argent se fait sentir: les prêteurs sont tous sollicités en même temps. Mais c'est plutôt volontairement que l'offre est limitée. En effet, compte tenu de ce qui leur est remboursé, les créanciers s'enrichissent vite: l'accumulation dont nous parlerons se fait à leur profit. La plupart sont chinois, et les chinois ont « le vice de l'épargne ». Ils épargnent ce qu'ils ont gagné, en l'occurrence

---

35. Des travaux effectués sous l'égide de l'U.S.O.M. ont montré que dans plusieurs changwats du Nord-Est de 34 à 100% des paysans souhaitaient en 1968 emprunter davantage. C. Mc Dole, *A report on socio-cultural conditions in the Yang study area of Roi-Et in Northeast Thailand*, Bangkok juin 1969, page 136. Pour l'ensemble des changwats considérés la proportion s'établit à 78,6%. De même, l'enquête effectuée dans la province de Chainat et dont les résultats ont été publiés par la F.A.O. établit que 80% des paysans interrogés souhaiteraient emprunter davantage. T. Oncham, *op. cit.*, page 45.

ils reprêtent. Enfin, les prêteurs, rompus aux pratiques financières modernes, empruntent eux-mêmes aux banques commerciales et se fournissent aisément, le moment venu, en liquidités<sup>36</sup>.

La rareté du crédit est véritablement organisée par le créancier...à son profit. Le paysan ne pourra pas obtenir tout le crédit qu'il demande...et il paiera très cher le crédit qu'il obtient. La domination du prêteur est générale. Il impose son prix en fixant le montant à rembourser, comme il impose, quand il est marchand, le prix auquel il achète la récolte<sup>37</sup>. Le prix est élevé parce que le marché inorganisé est un marché de monopole. Au niveau local, il en a tous les caractères:

- Le marché est *moléculaire*, les prêteurs sont dans chaque village en nombre très limité. Si quelques thais prennent place ici ou là à côté des chinois, ces derniers dominent encore à peu près complètement partout.
- Le marché est *dominé*, car dans chaque village le pouvoir appartient au prêteur. Il n'a jamais besoin de prêter que pour faire fortune, l'emprunteur est souvent obligé d'emprunter pour survivre.
- Le marché est *opaque*, car le coût de chaque opération n'est connu que des inéressés et il est difficile de comparer l'intérêt réel des différents crédits obtenus ou accordés ici ou là.
- Le marché est *rigide*, les prêteurs sont protégés dans la mesure où ils appartiennent à un groupe ethnique minoritaire ou à la classe sociale dominante. Le jeu même de ce marché ne laisse aucun espoir aux débiteurs de se retrouver un jour créanciers.

Tout monopole est synonyme de domination. Toute domination met en jeu deux parties. Le prêteur domine le marché. L'emprunteur est incapable de résister.

#### b) *La soumission du paysan: l'absence de protection*

Le paysan n'est pas *naturellement* protégé. Il emprunte en fonction de ses besoins, il n'emprunte pas en fonction de sa capacité de remboursement. Au marchand qui lui avance quelques sacs de riz, il s'engage à vendre tout ou partie de sa récolte. C'est ainsi qu'il sera obligé d'écouler sa production très vite, sans pouvoir en discuter le prix,

36. 70% des prêteurs interrogés par P. Thysiamondol en 1962 ont répondu qu'ils avaient eux-même emprunté durant l'année précédente, *Agriculture credit in Thailand*, op. cit., page 43.

37. On entend souvent parler de fraudes sur le poids ou de retenues injustifiées qui diminuent le prix payé au paysan. Dans le cas d'un crédit en nature, ces pratiques augmentent encore l'intérêt supporté par le débiteur.

et sans pouvoir attendre un cours plus élevé<sup>38</sup>. Si son propriétaire ou un usurier lui a prêté un peu d'argent, le fermier sera peut être obligé de rembourser en travaillant pour lui quelques jours ou en mettant une partie de sa terre à la disposition de son créancier pour la moisson suivante<sup>39</sup>. Ce n'est pas seulement financièrement que le débiteur s'engage, c'est personnellement. Il n'est pas seulement tenu parce qu'il a emprunté, il est tenu sur tout ce qu'il a...

Le paysan n'est pas davantage *juridiquement* protégé. Bien sûr, si la somme est importante, un contrat est signé devant témoins, dûment timbré à la charge du débiteur. Mais comme la loi limite l'intérêt à 15% l'an, la somme inscrite ne sera pas la somme prêtée, mais la somme à rembourser. Il est pourtant écrit que ces contrats (que l'on peut trouver dans la petite boutique du moindre village): « j'ai reçu la somme complète indiquée, le jour où j'ai signé le contrat ». Il est écrit aussi un peu plus loin: « A l'instant, celui qui a rédigé le contrat vient de me le lire, à moi l'emprunteur. Je l'ai écouté et compris dans tous ses détails ». Et le témoin d'affirmer: « J'ai vu les contractants échanger l'argent et signer devant moi ». Et cependant une enquête, effectuée sous l'égide de l'U.S.O.M. dans le Nord-Est en 1966, a révélé que 40% des débiteurs qui avaient signé ne savaient pas ce qu'ils avaient signé...<sup>40</sup>.

Enfin le paysan n'est pas *socialement* protégé. Les relations qui caractérisent la société d'aujourd'hui ne peuvent s'expliquer sans références à l'histoire. La réglementation du prêt à l'intérêt est très ancienne en Thaïlande. Elle a tenu une place considérable dans la législation de ce pays. Au contraire de toutes les autres obligations, la dette avait un caractère personnel très accentué: le débiteur était placé sous l'autorité du créancier qui avait une action non seulement sur son

38. C.W. Peters et P. Thysiamondol ont observé que dans le Nord-Est, de 20 à 25% des paysans étaient obligés de vendre leur récolte au marchand pour se libérer. Une thèse récente soutenue à l'université de Thammasat a fait état de la pratique de chèques post-datés remis en garantie par le paysan. A chaque fois que le paysan reçoit un chèque en paiement de ses livraisons, il doit le déposer à la banque pour honorer ses propres chèques que le prêteur remet à l'encaissement. Vorawoat Hirunruk, *A case study of 20 dairy farms in Muak Lak, Thailand*, Thèse université de Thammasat, mai 1973. Il faut dire que cette pratique ne concerne qu'une minorité de paysans, habitués aux opérations bancaires.

39. Dans les tribus du Nord de la Thaïlande, le système de crédit est un système complexe de monnaie, de riz et de travail entremêlés. Pour 3 litres de riz le paysan s'engage à travailler une journée. G.W. Marlowe, *Economic variety in a north thai village*, in « *Tribesmen and Peasants in North Thailand*, Proceedings of the first symposium of the Tribal Research Center, Chiangmai 1967, pp. 15-25, cf. page 23.

40. C.W. Peters, *op. cit.*, page 18.

patrimoine mais sur sa personne. On expliquerait ainsi que le contrat était un acte public et qu'il n'y avait pas de prescription (sauf si le débiteur habitait le même village: 10 ans dans ce cas). Cette dépendance personnelle a disparu dans le code de 1805<sup>41</sup>. Mais dans la société thaïe la loi a toujours été favorable au créancier.

Elle a essayé peu à peu de protéger le débiteur...mais elle n'est pas appliquée. Les habitudes ont été plus fortes que la loi. Les relations entre les créanciers et les débiteurs, entre les prêteurs et les paysans, ont subsisté pour l'essentiel parce qu'elles ont été façonnées pendant des générations par la vie de tous les jours. Elles ont engendré ce « taux courant d'intérêt » dont parlent certains auteurs et devant lequel l'analyse financière moderne est impuissante, parce qu'il dépend de ce qu'ont été les taux autrefois et non pas de ce que sont, aujourd'hui, l'offre et la demande de capital. L'histoire seule explique aussi cette parfaite cohésion de prêteurs qui sont marchands, commerçants, usuriers et qui n'ont conclu aucune entente mais dont la solidarité s'est forgée dans le temps...alors que dans le temps la résistance des paysans s'estompe.

## 2. L'exploitation du paysan: l'accumulation de la dette

### a) Le phénomène d'accumulation

Le paysan qui a emprunté un sac de riz peut toujours rembourser au moment de la récolte. Mais comme il doit rendre 2 ou 3 sacs, il ne pourra pas tirer de sa récolte tout l'argent qu'il en attendait. Il est à craindre qu'il ne soit obligé d'emprunter avant la saison suivante. La plupart des prêts en argent ont sans doute pris le relais des prêts en nature. Ils représentent dans une économie encore peu monétarisée une charge plus lourde. Le paysan n'est pas toujours en mesure de faire face au remboursement le moment venu. Avec le prêteur les choses s'arrangent facilement: les intérêts sont ajoutés au capital, la dette est prolongée jusqu'à l'année suivante...sans que cette nouvelle échéance soit impérative.

Mais les intérêts s'accumulent. La première année, ils étaient de l'ordre de 100%. Peut-être moins, peut-être plus. Au delà de la première échéance prévue, ils sont

41. R. Lingat, Les origines du prêt à intérêt au Siam, *Revue historique de Droit français et étranger*, 1950, pp. 213-235. L'auteur signale que le mot « ku » qui signifie emprunter à intérêt veut dire aussi sauver, assister...et être sauvé. Une inscription datant de 1292 permet de penser que l'analogie viendrait de ce que ce verbe aurait signifié à l'origine à la fois emprunter des vivres et devenir sujet ou vassal.



ramenés à 5% par mois sur toute la somme due, capital et intérêts. La progression est rapide. Selon que les intérêts sont capitalisés chaque année ou non, le paysan doit de 4 à 5 fois plus au bout de 3 ans, de 8 à 16 fois plus au bout de 6 ans...Il n'y a pas de règle générale, chaque cas est un cas d'espèce. Nous nous limiterons à quelques exemples: dans la région de Chiangmai, un prêt de 1.640 bahts est devenu au bout de 4 ans une dette de 10.000 bahts. Dans la région de Chachoengsao, un prêt de 1.800 bahts est devenu au bout de 8 ans une dette de 20.000 bahts.

De tels cas sont fréquents. Ils le sont d'autant plus que le prêteur n'exige jamais le remboursement mais laisse au contraire au paysan tout le temps qu'il veut...quand il ne l'encourage pas à rembourser plus tard<sup>42</sup>. L'intérêt continue à courir. La dette grandit rapidement. L'accumulation est telle que le débiteur n'a bientôt plus la moindre chance de se libérer<sup>43</sup>. Le créancier ne va-t-il pas tout perdre? Certes non, car s'il n'a pas exigé un remboursement à l'échéance c'est qu'il détient une garantie, et une garantie dont il entend profiter: la terre du paysan.

#### b) *Le phénomène de spoliation*

La Thaïlande est le pays de la petite propriété: les paysans travaillent sur leur propre terre. Lorsque le paysan doit rembourser en argent et que sa dette augmente, soit qu'il ait emprunté une forte somme, soit que les intérêts aient été une ou deux fois capitalisés, le prêteur va exiger une garantie. Ce que le paysan a de plus sérieux à offrir est une hypothèque sur sa terre. On a quelques informations sur la proportion des crédits garantis par hypothèque: 28% dans le Centre en 1959, 17,3% dans l'ensemble du pays en 1962, 48,9% dans le Nord-Est en 1972<sup>44</sup>. Ces pourcentages sont toujours des moyennes: ils sont beaucoup plus élevés quand la dette est importante: 8% au-dessous de 1.000 bahts et 75% au-dessus de 5.000 en 1962, 8% audessous de 500 bahts et 88% au-dessus de 10.000 en 1972.

42. E. Greiff et J.H. Haefs, *Export's opinion on the settlement activity of the Government of Thailand*, compiled by the Gesellschaft für agrarische entwicklungshilfe, Bonn 1962.

43. K.O. Janlekha, *op. cit.*, pp. 160-162. L'auteur conclut que « Those who cannot clear this kind of debts are sure dead ».

44. U. Narkswasdi, *op. cit.*, page 42, P. Thysiamondol, *Agricultural credit in Thailand*, *op. cit.*, page 28 et *Agricultural credit in the Northeast Thailand (1972)*, Bangkok 1973, page 31. Dans trois villages du Changwat de Chonburi, la proportion atteignait 18% en 1974. A. Pongsapich, « Chonburi Project » - *Institution and Human Resources Development in the Chonburi Region*, Chulalongkorn University Social Science Research Institute, Bangkok, 1974, p. 274.

Cette observation est très importante. Elle signifie que les paysans donnent leur terre en garantie lorsque le montant de leur dette atteint un certain niveau. Cette progression est confirmée par des enquêtes effectuées au niveau des villages. Ainsi en 1973, dans le Changwat de Chainat, les prêts garantis par hypothèque représentaient:

- 14% des prêts inférieurs à 1000 bahts
- 22% des prêts de 1000 à 3000 bahts
- 44% des prêts de 3000 à 5000 bahts
- 60% des prêts de 5000 à 7000 bahts et
- 71,5% des prêts au-delà de 7000 bahts <sup>45</sup>.

L'hypothèque est un bien grand mot, nous l'avons dit: la remise du titre de propriété suffit. On a dit aussi que le paysan avait rarement un véritable titre de propriété. Il a plus souvent un droit d'exploitation (bai chong) émis par l'officier du district et qui doit être renouvelé tous les trois ans. Mais il peut avoir aussi un droit de propriété partielle (sor khorl) qui peut, sous des conditions restrictives, être transféré ou donné en héritage ou en garantie. Peu à peu à mesure que la durée d'occupation s'allonge et que le cadastre est institué, le paysan peut obtenir un titre de pleine propriété (chanad tidin) <sup>46</sup>. En donnant son titre au prêteur, le paysan ne perd pas un droit de propriété qu'il n'avait pas, mais il s'interdit d'en obtenir un...et il perd le droit d'exploiter la terre. N'est-ce pas le plus important pour lui qui devient alors un « fermier ».

Et c'est ce qui se passe sur une large échelle. Le phénomène paraît prendre de l'ampleur, bien qu'il soit difficile à mesurer <sup>47</sup>. Une étude effectuée par le Land Development Department du Ministère de l'Intérieur aurait conclu à une baisse de 80 à 40% de la proportion des propriétaires de leur terre, dans la plaine centrale, de 1965 à 1968. Nous n'avons pu disposer de cette enquête, mais nous avons trouvé ses résultats plusieurs fois cités. Il faut avouer qu'ils sont surprenants: on voit mal comment la moitié des paysans auraient perdu leurs terres en trois ans.

45. T. Oncham, *op. cit.*, page 13.

46. L. Berger, *op. cit.*, volume 2, pp. V - 151-153. Banque Mondiale, *Current economic position and prospects of Thailand*, Washington, 25 septembre 1972, volume 2, pp. 6-7. Dans un rapport plus récent, la Banque Mondiale précise que 40% des terres agricoles sont encore « untitled ». *Thailand - Towards a Development Strategy of Full Participation*, Washington, mars 1980, page 91.

47. En 1966, plus de 2.000 millions de bahts d'hypothèque ont été enregistrés et 800 millions purgés. Les titres transférés ont représenté 21 millions de bahts. Mais il s'agit des seules hypothèques enregistrées. National Statistical Office, *Statistical Yearbook of Thailand*, 1967-1969, pp. 203-204.

Et cependant on a peu constaté que dans certains villages l'endettement des paysans avait fait baisser la propriété agricole d'environ 50% <sup>48</sup>. Une telle évolution ne se trouve pas confirmée à un niveau plus général. La « tenancy ratio » a été étudiée dans 26 changwats, la plupart de la plaine centrale, entre 1963 et 1968. La proportion des paysans qui cultivent des terres louées augmente partout, davantage à proximité de Bangkok. Mais elle n'augmente pas au point d'abaisser de moitié le pourcentage des paysans propriétaires. A titre d'exemple, le « tenancy ratio » a augmenté de <sup>49</sup>:

35% à Nakorn Nayak	(de 41 à 55%)
29% à Bangkok	(de 46 à 59%)
24% à Ayudhya	(de 29 à 36%)
19% à Chachoengsao	(de 39 à 46%)
17% à Singburi	(de 16 à 17%)
8% à Prachinburi	(de 14 à 15%)
3% à Rajaburi	(de 15 à 15%)

Quelle que soit l'importance d'un tel transfert, il n'est pas contestable que l'usure provoque d'une façon non officielle mais combien efficace une véritable redistribution des terres entre les paysans et les prêteurs. A long terme, le préjudice est considérable. Pour les créanciers, le prêt est de loin le moyen le plus sûr et le plus rapide de faire fortune. Il entretient l'esprit de spéculation et détourne l'épargne disponible des investissements productifs qui sont à la base de tout processus de développement. Pour les débiteurs, aucun espoir n'est plus permis. La terre perdue, il faudra emprunter plus encore puisqu'il faudra payer le loyer ou donner au propriétaire une partie de la récolte: en 1964, le Ministère de l'Intérieur avait constaté que 51% des paysans étaient endettés quand ils étaient propriétaires, le pourcentage passait à 95% pour les fermiers sans terre <sup>50</sup>. Une thèse plus récente soutenue à l'Université de Kasetsart a permis de chiffrer à 3.055 bahts en moyenne le crédit dont un paysan a besoin quand il possède sa terre...et à 8.652 bahts le crédit dont il a besoin quand la terre doit être louée! <sup>51</sup>.

48. S. Kridakara, *Some aspects of rice farming in Siam*, Bangkok 1970, page 39.

49. I. Inukai, *Regional income differentials in Thailand*, Bangkok 3 juin 1970, figures 1 et 2.

50. Land Economic Report, n. 1, cité par C. Chuchart, *Land reform evaluation for Thailand*, Bangkok Bank, *Monthly Review*, avril 1966, pp. 144-147.

51. Yongyooth Chalamwong et Tongroj Oncham, *Estimate of credit needs for agricultural production: an application of linear programming technique*, Kasetsart, juillet 1973 (en thai, sommaire en anglais).

---

C'est un véritable blocage du développement économique que constitue l'usure, et un blocage dramatique. Elle empêche toute répartition équitable des fruits du développement. Et elle limite l'ampleur même du développement que l'on pourrait attendre d'un pays dont les chances sont à bien des égards exceptionnelles.

## V. CONCLUSION

La présence de marchés financiers inorganisés et de pratiques usuraires reste difficile à admettre dans des pays qui semblent progresser rapidement sur la voie du développement. De tels marchés et de telles pratiques se caractérisent en effet:

- par des relations personnelles entre le prêteur et l'emprunteur, alors que le développement fait la part belle aux institutions et rend les relations économiques de plus en plus impersonnelles.
- par un coût du crédit à la fois très élevé et très inégal, alors que le développement introduit beaucoup d'uniformité et que son financement requiert des coûts relativement peu élevés.
- par une exploitation grandissante du paysan, victime d'une forme originale d'accumulation, alors que le développement ne signifie rien si ses fruits ne sont pas partagés et qu'il repose sur une compensation implicitement acceptée par chacun entre le présent et l'avenir, entre la génération actuelle et les générations futures.

Si ce phénomène subsiste, n'est-ce pas parce qu'il est nécessaire? A vrai dire, il faut reconnaître aux marchés inorganisés une certaine efficacité:

- Les prêteurs rendent service aux familles rurales: ils sont un lien entre les bonnes et les mauvaises années, entre l'abondance et la disette. Ils sont un maillon indispensable entre l'économie restée naturelle et l'économie déjà monétarisée. Plus souples que les institutions parce qu'ils sont des personnes, mieux adaptés parce que « nés sur le terrain », sans référence à un modèle étranger extrapolé, ils sont peu les « compradores de l'agriculture »<sup>52</sup>.
- Les prêteurs rendent service à l'économie nationale: ils garantissent un certain volume d'épargne disponible. L'intérêt payé par les paysans est une forme

---

52. Les compradores sont des commerçants chinois qui ont servi d'intermédiaires entre les banques et leurs clients, principalement les banques étrangères installées en Thaïlande qui pouvaient difficilement entrer en relations avec la population locale.



d'épargne forcée. C'est un revenu qu'ils n'auraient sans doute pas épargné eux-mêmes, mais qui va l'être par leurs créanciers. Certes, on ne peut guère s'attendre à ce qu'il soit « investi » : les prêteurs vont utiliser leur profit comme ils l'ont acquis, en marge des lois, en dehors de tout calcul économique. Mais ils vont permettre à des générations de paysans de subsister tant bien que mal d'une récolte à la suivante.

Ce raisonnement ne nous semble pas convaincant. Les prêteurs sont des intermédiaires utiles certes, ils remplacent les institutions financières qui ont échoué. Les coopératives en particulier n'ont jamais vraiment pris leur essor. Cet échec a laissé le champ libre aux banques commerciales qui ont magnifiquement prospéré. Et elles sont sorties de leur rôle — le crédit à court terme au commerce et à l'industrie — jusqu'à devenir les principales institutions financières du pays dont la vocation est de contribuer au financement de l'économie nationale. Elle prêtent aussi à long terme...et elles devraient prêter aussi à l'agriculture.

Elles le font, mais d'une façon fort originale et pour le moins inattendue. Une partie de l'épargne qu'elles collectent par leurs guichets dans les provinces est transférée à Bangkok...où les marchands obtiennent les crédits qui viendront dans chaque village alimenter les liquidités des prêteurs locaux<sup>53</sup>. L'épargne mise de côté par les paysans les plus aisés va s'investir dans la capitale...ou revient sur place alimenter l'usure. On comprend dans ces conditions que le développement des banques n'ait pas permis de réduire l'importance du marché inorganisé ni de diminuer les taux pratiqués<sup>54</sup>. Ce que l'on constate en Thaïlande a pu être observé également dans des pays voisins<sup>55</sup>. Peut-on vraiment considérer que la prospérité des banques signifie un pas décisif du pays dans la voie du développement économique?

Et si le marché inorganisé contribue à maintenir dans l'économie un certain volume d'épargne, on peut douter que cette épargne soit employée de la façon la plus judicieuse. On a fini par comprendre que la promotion de l'agriculture constituait la

53. Les capitaux transférés à Bangkok par les banques installées en province se sont élevés à 2 milliards de bahts à la fin de 1965, 4 milliards fin 69 et à plus de 10 milliards fin 73. Cf. Les banques et le développement économique en Thaïlande, *Mondes en Développement*, n. XIII, 1976.

54. Un fonctionnaire de la Banque centrale a admis récemment que l'expansion des marchés organisés n'avait pas réellement aidé à réduire les taux d'intérêt du crédit non institutionnel. S. Panitchpakdi, Financial Structure: Segmentation and Development, Bank of Thailand, *Monthly Bulletin*, mars 1981, page 83.

55. Par exemple au Cambodge. Cf. notre article La monnaie et l'économie cambodgienne 1955-1970, *Mondes en Développement*, n. 28, 1979, pp. 690-715.

base du processus de développement. Ce dernier exige une amélioration de la productivité dans l'agriculture, qui permette de dégager un surplus à la fois pour faciliter un transfert de la main d'œuvre vers l'industrie et pour constituer un débouché à la production industrielle. Mais l'endettement croissant des paysans à des taux usuraires ne bloque-t-il pas tout espoir d'amélioration de leur revenu? On a peine à croire que cette préoccupation ne soit pas plus présente dans les programmes nationaux comme dans les travaux des institutions internationales. Le phénomène que nous avons analysé est rarement évoqué. Il n'est jamais pris en compte <sup>56</sup>.

Mais la conséquence la plus dangereuse des pratiques que nous avons exposées est autre: c'est leur coût social extrêmement élevé. L'exploitation du paysan et son expropriation auxquelles conduit inexorablement l'usure font revenir à l'époque où la loi organisait la « quasi-servitude » du débiteur. Elles garantissent pour demain une remise en cause brutale des structures sociales, économiques et politiques de la société <sup>57</sup>. Il y a quelques années, un auteur américain écrivait que tout pays du Sud-Est asiatique qui désirait se préserver du communisme devrait rechercher le fondement solide d'une paysannerie satisfait...c'est-à-dire habituée au rendement, propriétaire de ses champs et libérée des usuriers <sup>58</sup>.

Cet objectif est tout un programme. Aucun gouvernement ne pourra l'atteindre sans une réforme complète de tous les mécanismes de financement de l'économie. La monnaie est pouvoir. Dans tous les pays, spécialement dans ceux qui sont promis au développement, c'est-à-dire aux changements et aux mutations, la monnaie, et avec elle le crédit, l'intérêt, l'épargne, doivent être ordonnés au bien commun.

56. Nous avons limité notre étude à l'usure en milieu rural. Mais il faut savoir que les villes et en particulier Bangkok ne sont pas à l'abri de ce fléau. L'enquête gouvernementale de 1953 avait établi que la proportion des familles rurales endettées croissait à l'approche de la capitale où elle atteignait déjà il y a 20 ans 87%. Aujourd'hui à Bangkok l'argent est souvent prêté à 1% par jour. 20% par mois est un taux fréquent, il arrive que ce soit 20% pour 15 jours. En fait, l'emprunteur rend 100 bahts pour 80 empruntés, cela fait donc 25%.

57. Jusqu'en 1805, le débiteur qui ne payait pas après 3 sommations échelonnées sur 15 jours était exposé publiquement dans l'eau pendant 3 jours puis 3 jours encore au soleil, les fers aux pieds et aux mains. Si la masse de tous ses biens ne suffisait pas à désintéresser ses créanciers, il était vendu aux enchères. Cf. R. Lingat, *art. cit.*

58. D'autant plus que l'usure n'est plus tout à fait le monopole absolu d'une minorité ethnique. Contrairement à l'opinion la plus répandue, les prêteurs chinois demandent des taux supérieurs à ceux des chinois...

59. L.A. Mills, *Southeast Asia - Illusion and reality in politics and economics*, Minneapolis, 1964, pp. 204-205.

---

## AN UNORGANIZED FINANCIAL MARKET: MONEY-LENDING IN THAILAND

### ABSTRACT

*Money-lending is a wide-spread phenomenon in most developing countries and especially in Asia. Since time immemorial, in rural areas, farmers borrow from money-lenders at very difficult conditions on a personal basis. They pay sky-high interest rates, sometimes as high as 100% or more, for a few-month loan. Although this phenomenon is so wide-spread and a true handicap for development it is still badly known.*

*The Author describes money-lending in Thailand on the basis of a rich documentation he was able to collect: books of history, enquiries carried out by government agencies or university research centres, statistical data published — too seldom — by Ministries. Then he analyses:*

- *the reason why money-lending goes on existing. Money lending is based on a personal relation between the borrower and the lender and credit is most often linked to a commercial operation and granted under a wide range of conditions.*
- *The cost of credit which is not easy to measure, but appears to be always unusually high, even if ones keep into account the farmer's need to borrow and the high risk of insolvency.*
- *The consequences, viz. the exploitation of farmers who are never protected and must submit to the conditions laid down by the lender. This gives rise to a rapid accumulation of debts which he cannot repay but by selling his land.*

*It might be expected that the establishment of financial institutions and especially the exceptionally rapid recent expansion of commercial banking would little by little reduce the extent of money-lending. But it was not so. Not only does money-lending still exist, but it is expanding and by lending to money-lenders banks sometimes feed their activity, while peasants moving towards towns carry their habits with them and allow money-lending to develop also in the urban areas.*

*It is now evident that development financing, which is first and foremost financing agriculture, is not at all ensured at a local level in a way which suits the needs of the population...and the country's interest. This article aims at leading to the preparation of other papers on the same subject in order to promote a better understanding of the extent of money-lending in the Third World and its effects on developing economies.*

